cerfa
11294*08
DIRECTION GENERALE
DES FINANCES PUBLIQUES
Formulaire obligatoire
Art. 150 VM du CGI

Enregistrer sous...

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2091-SD
(02-2014)
@internet-DGFiP

TAXE FORFAITAIRE
sur les cessions ou exportations de métaux précieux, bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité

(articles 150 VI à 150 VM du code général des impôts)

Période concernée (mois ou trimestre)……

DESIGNATION DE L'INTERMEDIAIRE (officier ministériel, le cas échéant) OU DE L'ACQUEREUR ASSUJETTI À LA TVA ETABLI EN FRANCE

Nom, prénom, ou dénomination : .....

Domicile, adresse du principal établissement ou siège social : .....

N° SIREN | | | | | | | | | N° SIRET | | | | | | | | | | | | | Code activité | | | | |

DESIGNATION DU VENDEUR OU DE L'EXPORTATEUR (en l'absence d'intermédiaire participant à la transaction ou, à défaut, d'acquéreur assujetti à la TVA établi en France)

Nom, prénom, ou dénomination : .....

Domicile, adresse du principal établissement ou siège social : .....

N° SIREN | | | | | | | | | N° SIRET | | | | | | | | | | | | | Code activité | | | | |

NOTICE

Les cessions à titre onéreux ou les exportations (hors du territoire des Etats membres de l'UE et autres que temporaires) de métaux précieux, bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité sont soumises à une taxe forfaitaire. Cette taxe est supportée par le vendeur ou l'exportateur. Les cessions et les exportations effectuées par les non-résidents n'entrent pas dans le champ de la taxe.

Le vendeur ou l'exportateur peut opter pour le régime de droit commun des plus-values des particuliers, en souscrivant l'imprimé n° 2092-SD, à la condition de justifier soit de la date et du prix d'acquisition du bien, soit que celui-ci est détenu depuis plus de vingt-deux ans. Dans ce dernier cas, la taxe n'est pas due.

La taxe est égale à 10 % du prix de cession ou de la valeur en douane des métaux précieux et à 6 % du prix de cession ou de la valeur en douane des bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité. La contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) de 0,5% est également applicable. La taxe et cette contribution sont exigibles au moment de la cession ou de l'exportation.

Les cessions ou les exportations de bijoux, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité sont exonérées lorsque le prix de cession ou la valeur en douane n'excède pas 5 000 euros.

Lorsqu'un intermédiaire domicilié fiscalement en France participe à la transaction ou, en l'absence d'intermédiaire, lorsque l'acquéreur est un assujetti à la TVA établi en France, la taxe est versée par cet intermédiaire ou cet acquéreur, sous sa responsabilité. Dans les autres cas, elle est versée directement par le vendeur ou l'exportateur.

La déclaration n° 2091-SD doit être déposée, accompagnée du paiement de l'impôt, dans le délai d'un mois à compter de la cession :

- pour les cessions réalisées avec la participation d'un intermédiaire domicilié fiscalement en France ou, en l'absence d'intermédiaire, lorsque l'acquéreur est assujetti à la TVA établi en France, par cet intermédiaire, ou cet acquéreur, au service des impôts chargé du recouvrement (SIE) dont il dépend, ou, si le responsable du versement est un officier ministériel, au service des impôts compétent pour l'enregistrement de l'acte ; si l'intermédiaire ou l'acquéreur est redevable de la TVA, il peut acquitter la totalité de la taxe au vu d'une seule déclaration n° 2091-SD, dans le délai prévu pour la déclaration de TVA ou l'acompte (mois ou trimestre), et pour toutes les opérations relatives au mois ou au trimestre considéré ;
- pour les exportations ou pour les cessions réalisées à l'étranger de biens exportés temporairement : par l'exportateur, à la recette des douanes compétente lors de l'accomplissement des formalités douanières.
- pour les autres cessions : par le vendeur, au service des impôts chargé du recouvrement (SIE) dont il relève.

Lorsque le nombre de lignes de cette déclaration est insuffisant, utiliser, le cas échéant, un état annexe établi sur le même modèle que son verso.

Paiement, mode de paiement, date et signature

TOTAL A PAYER : ..... € A ....., le .....

	Numéraire
	Chèque bancaire ou postal
	Virement direct Banque de France
	Autre

Signature :

- Cocher la case correspondante
- Etablir le chèque bancaire ou postal à l'ordre du **Trésor public** (sans autre indication)

CADRE RÉSERVÉ AU SERVICE

Date de réception :

Prise en recette				Prise en charge			
Taxe forfaitaire		Pénalités		Taxe forfaitaire		Pénalités	
CRDS…….		Pénalités		CRDS…….		Pénalités	
N°……		Date……		N°……		Date……	

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-80 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Date de l'opération	Métaux précieux, bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité *Pour chaque opération, précisez leur nature.*	Montant de l'opération	Ventilation du prix	
			Métaux précieux	Bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité
		€	€	€
		€	€	€
		€	€	€